



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 31 octobre 2024

L'économie mexicaine aurait enregistré une croissance de 1,5 % g.a. au troisième trimestre 2024, selon les estimations préliminaires de l'Institut National de Statistiques et de Géographie (INEGI).

LE CHIFFRE A RETENIR

1,5 %

Taux de croissance g.a.
estimé pour le T3 2024
(INEGI)

Le taux de croissance estimé a dépassé le consensus de marché qui prévoyait une croissance du PIB de 0,8 % en g.a. Les activités primaires auraient été les plus dynamiques au troisième trimestre de l'année (+3,8 % g.a.) suivi des activités tertiaires (+1,9 % g.a.). Les activités secondaires et industrielles n'auraient quant à elles augmenté que de 0,5 % g.a.

Au total, au cours des neuf premiers mois de l'année, le PIB du Mexique aurait augmenté de 1,4 % g.a., en ligne avec les attentes du marché et les organisations internationales (dernières prévisions du FMI à 1,5 % pour l'année 2024).

Mexique

Conjoncture macroéconomique

L'inflation aurait légèrement rebondi durant la première quinzaine d'octobre, atteignant 4,69 % g.a., après avoir enregistré une tendance à la baisse depuis août. Pour rappel, l'inflation s'est élevée à 4,66 % lors de la première quinzaine de septembre et à 4,58 % sur l'ensemble du mois. Alors que l'inflation sous-jacente a continué à décroître pendant la première moitié du mois d'octobre, s'établissant à 3,87 % g.a., l'inflation non sous-jacente a accéléré pour atteindre 7,17 %. Cette accélération s'explique principalement par la hausse des prix des fruits et légumes (+12,81 % g.a.).

Suite aux ravages de l'ouragan John, la Présidente Claudia Sheinbaum a annoncé la fin de l'état d'urgence à Guerrero et Oaxaca, marquant le début d'une nouvelle phase de reconstruction. À ce jour, près de 7 Mds MXN (349 M USD) ont été alloués pour soutenir ces deux États, dont plus de 80 % à Guerrero, où 51 municipalités et 143 000 habitations ont été affectées. Le gouvernement a mis en place des aides directes aux familles touchées afin de faciliter la réparation des logements et le remplacement des biens essentiels. Pour la ville d'Acapulco, qui subit une crise persistante malgré un investissement fédéral de 36 Mds MXN (1,79 Md USD) depuis l'ouragan Otis en octobre 2023, l'attention se porte sur la restauration des infrastructures routières et touristiques. Lors de sa visite à Acapulco cette semaine, Claudia Sheinbaum a affirmé que les premières étapes de nettoyage et de rétablissement des services sont désormais complètes, ouvrant la voie au programme « Acapulco se transforme avec vous. » Les autorités locales et fédérales, appuyées par le secteur privé, se sont engagées à relancer le tourisme et la vie économique de la région. Toutefois, les communautés locales soulignent la lenteur des progrès dans certaines zones, où des problèmes d'accès à l'eau et d'évacuation des débris persistent encore un mois après l'ouragan John.

En septembre 2024, les exportations mexicaines auraient stagné, atteignant 49,6 Mds USD selon l'INEGI. Le secteur pétrolier a enregistré une forte baisse de 44,9 % g.a. en septembre, pour un total de 1,8 Md USD, tandis que les exportations automobiles, représentant une part cruciale des exportations manufacturières, ont chuté de 7,4 % g.a., atteignant 15,4 Mds USD. Cette baisse, qui marque le deuxième mois consécutif de recul des exportations automobiles, s'explique en partie par le ralentissement de la demande manufacturière aux États-Unis. Du côté des importations, le Mexique a enregistré une diminution de 1,8 % g.a. en septembre, totalisant 50,2 Mds USD. Le solde commercial du pays en septembre reste déficitaire à hauteur de 579 M USD, inférieur néanmoins aux 1,5 Md USD enregistrés l'année précédente. Au total, sur les neuf premiers mois de 2024, les exportations ont progressé de 3,2 % g.a., totalisant 455,7 Mds USD, tandis que les importations ont enregistré une

hausse de 3,4 % g.a., atteignant 466,7 Mds USD. La décélération des importations (+2% au T3 2024 vs +8,5% au T2 2024), en particulier en ce qui concerne les biens de consommation, inquiète les analystes, qui estiment qu'elles indiquent une faiblesse de la demande interne et une perte du pouvoir d'achat du peso, en raison de sa dépréciation après les élections au Mexique (-17,6 % par rapport au dollar, entre le 31 mai et le 28 octobre).

La *nearshoring* ne contribuerait qu'à 0,2 % du PIB, selon le représentant de la Banque mondiale pour le Mexique. Les entités ayant le plus profité du phénomène de relocalisation des chaînes de valeur mondiales seraient Monterrey, la capitale du Nuevo León, la région du Bajío, et notamment Querétaro, et la frontière nord. Le représentant de la Banque mondiale rappelle que le défi principal pour le *nearshoring* consiste désormais à résoudre les problèmes apparaissant au niveau régional, comme les restrictions de la disponibilité en eau et en énergie, le coût des terrains ou encore le taux d'occupation des employés qualifiés. A cet égard, la stratégie du nouveau gouvernement, qui consiste à s'appuyer sur les avantages régionaux (notamment la dotation des territoires en ressources), pour optimiser les effets du *nearshoring* serait la bonne. Le représentant de la Banque mondiale rappelle également que les petites entreprises pourraient jouer un rôle beaucoup plus important dans le processus de relocalisation des chaînes de valeur mondiales, mais qu'elles restent confrontées à un manque d'accès au financement. L'amélioration de la réglementation, du cadre de résolution des litiges et des bonnes pratiques en matière de gouvernance des infrastructures seraient en outre essentielle pour stimuler le *nearshoring*.

À l'occasion de la future publication de la revue de l'Article IV du Mexique par le FMI, le directeur du Département de l'hémisphère occidental du FMI, Rodrigo Valdés, a souligné que la violence constitue un frein majeur à la croissance économique du pays. Selon lui, le Mexique doit donner la priorité aux réformes visant à renforcer l'État de droit et à combattre la corruption, deux défis structurels dont la persistance limite fortement le potentiel économique du pays. D'après les estimations du FMI, une réduction de moitié de l'écart du taux d'homicides avec la moyenne mondiale pourrait augmenter le PIB de 0,5 point de pourcentage par an sur les dix prochaines années, améliorant ainsi durablement la stabilité et l'attractivité économique du Mexique. La présidente Claudia Sheinbaum a toutefois tenu à rassurer le FMI, assurant que la mise en œuvre de la stratégie de sécurité de son gouvernement devrait permettre des résultats rapides, notamment une baisse du nombre d'homicides et la pacification de plusieurs zones du pays comme le Sinaloa.

Sectoriel

Le développement de l'hydrogène vert au Mexique est en pleine expansion, avec 16 projets en cours qui représenteraient un investissement total de 20 Mds USD, a annoncé l'Association mexicaine de l'hydrogène (AMH2) lors de la présentation de la « Stratégie industrielle mexicaine pour l'hydrogène ». Ces initiatives visent à produire et distribuer de l'hydrogène sans émission de carbone, en ciblant des secteurs tels que le transport et la décarbonation de l'industrie lourde. Mais le potentiel du secteur va bien au-delà : avec des infrastructures renforcées, des normes techniques adéquates et des programmes de formation spécialisés, le Mexique pourrait attirer jusqu'à 60 Mds USD d'investissements et générer 3 M d'emplois d'ici 2050. Grâce à ses ressources abondantes en énergies renouvelables (solaire, éolienne, géothermique) et à sa position géographique stratégique, le pays pourrait devenir un hub mondial de production et d'exportation d'hydrogène vert, notamment vers les États-Unis, la Chine et le Japon, réduisant ainsi sa dépendance aux énergies fossiles tout en répondant aux besoins des marchés internationaux.

Lors de la présentation du programme « Logement pour le bien-être » en Basse-Californie du Sud, Claudia Sheinbaum a détaillé son ambitieux projet de construction d'un million de logements sociaux d'ici la fin de son mandat, dont 165 000 l'an prochain. La Commission nationale du logement (Conavi) bénéficiera en 2025 d'un budget inédit de 2,5 Mds USD pour soutenir ces efforts, en nette augmentation comparé aux 240 M USD de l'an passé. La moitié des logements sera destinée aux personnes non affiliées à un régime de sécurité sociale, tandis que les 500 000 autres unités seront assurées par l'Institut national du fonds de logement des travailleurs (Infonavit) pour les affiliés. Ce programme se distingue également par un soutien particulier aux jeunes : 20 % des projets de la Conavi seront consacrés au logement locatif pour les étudiants et jeunes travailleurs, avec des tarifs abordables. Un recensement sera réalisé afin d'identifier les bénéficiaires, en priorité les familles à faibles revenus vivant dans des zones à risque ou sous-développées. Pour soutenir cette politique, la Chambre des députés a récemment approuvé une réforme constitutionnelle permettant à Infonavit de devenir également constructeur et propriétaire de logements. Ce changement confère à l'institution la possibilité de gérer des unités locatives et marque un tournant vers un système de logement à orientation sociale, facilitant l'accès à des logements abordables pour les travailleurs.

Finances publiques

D'après un rapport de l'Institut mexicain pour la compétitivité (Imco), la dette financière de la Commission fédérale d'électricité (CFE) aurait augmenté de **22,7 % au cours de l'année**, atteignant 25,2 Mds USD à la fin septembre 2024, contre 20,6 Mds USD à la même période en 2023. Ce montant représenterait environ 1,5 % du PIB selon les projections économiques pour 2024. L'Imco indique par ailleurs que 27,3 % de cette dette serait émise avec une échéance courte tandis que 72,7 % serait libellée sur du long terme. La dette à court terme a particulièrement progressé, avec une augmentation de 42,5 % g.a. à 6,9 Mds USD, et la dette à long terme s'établit désormais à 18,3 Mds USD, en hausse de 16,5 % g.a.. En outre, l'Imco signale également une hausse notable de la dette envers les fournisseurs et les sous-traitants, qui aurait atteint 3,7 Mds USD, le niveau trimestriel le plus élevé depuis six ans.

Selon un récent rapport d'Oxfam Mexique et du think tank México *¿Cómo Vamos?*, la formalisation des travailleurs pourrait augmenter les recettes fiscales de **0,25 à 1 % du PIB**, sans toutefois combler les déficits actuels en matière de dépenses sociales. Actuellement, 54,3 % de la population active mexicaine travaille dans le secteur informel, sans accès à la sécurité sociale ni à des droits institutionnels. Le rapport rappelle que malgré l'idée répandue selon laquelle réduire l'informalité augmenterait considérablement les recettes publiques, le potentiel fiscal serait insuffisant pour combler les besoins, notamment dans la santé, où un financement additionnel de 3 % du PIB serait requis pour atteindre les normes internationales. Parmi les recommandations avancées figurent le renforcement de l'inspection du travail, la création d'une assurance chômage, et l'augmentation des contributions à la sécurité sociale. Pour rappel, le Mexique consacre seulement 2,4 % de son PIB à la sécurité sociale, un niveau inférieur à la moyenne de 9,1 % observée au sein des pays membres de l'OCDE.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	31/10/2024
Bourse (IPC)	-2,26%	3,70%	50 619,70 points
Change MXN/USD	0,91%	11,15%	20,02
Change MXN/EUR	1,44%	13,93%	21,77
Prix du baril mexicain	-3,96%	-19,77%	63,60

Amérique centrale

Régional

L'USAID engage 25,9 M USD pour stimuler le commerce en Amérique centrale. L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) a développé un nouveau projet de facilitation du commerce et de promotion des investissements dans le triangle nord de l'Amérique centrale (Guatemala, Honduras et El Salvador), auquel il dédiera ces fonds. Le projet repose sur quatre piliers : approfondir l'union douanière, renforcer la numérisation des processus commerciaux, accroître la compétitivité du secteur des exportations et améliorer l'accès au financement dans la région.

Costa Rica

En 2023, les Etats-Unis auraient été la destination de 45 % des exportations du Costa Rica, soit l'équivalent de 8,2 Mds USD, et l'origine de 38 % des importations, soit 8,5 Mds USD. En outre, le pays aurait contribué à hauteur de 76 % au flux d'investissements directs (IDE) au Costa Rica, soit 4,7 Mds USD, selon les données de la Banque centrale du Costa Rica (BCCR). Le Costa Rica compterait près de 1 000 entreprises étrangères dans des secteurs tels que les services, le commerce, l'industrie manufacturière, les dispositifs médicaux, l'agroalimentaire, le tourisme et l'administration de parcs. 45 % de ces entreprises seraient états-uniennes, selon le registre de l'agence en charge de la promotion du commerce extérieur (Procomer). Le Costa Rica profiterait du phénomène de *nearshoring*, notamment dans l'industrie des semi-conducteurs, grâce à la loi étatsunienne sur les puces électroniques (Chip Act). Intel dispose en effet d'une usine d'assemblage au Costa Rica.

À partir de janvier 2025, les travailleurs du secteur privé au salaire minimum pourraient bénéficier d'une augmentation de 2,37 %. C'est le pourcentage approuvé par la Commission nationale des salaires, à laquelle ont participé des représentants du gouvernement, du secteur des entreprises et des travailleurs. En outre, le Conseil national des salaires aurait convenu cette année des ajustements supplémentaires de 2,33 % pour les travailleurs domestiques (employés de maison) et de 0,55 % pour les travailleurs exerçant des professions spécialisées. Pour rappel, l'ajustement approuvé pour le secteur privé avait été de 1,83 % l'année dernière.

El Salvador

L'Assemblée législative approuve une loi sur l'énergie nucléaire. La création de la loi sur l'énergie nucléaire a été approuvée par 57 voix, dans le but de réglementer toutes les activités liées au cycle de vie du combustible nucléaire. La loi annoncerait que les matières nucléaires ne seront utilisées qu'à des fins pacifiques, principalement pour la production d'électricité et la recherche scientifique. La réglementation sera assurée par la Direction générale de l'énergie, des hydrocarbures et des mines, ainsi que par d'autres agences, qui veilleront à la supervision et au contrôle de toutes les activités nucléaires dans le pays.

Guatemala

Le secteur des services aurait exporté plus de 4,3 Mds USD en 2023. Depuis 2006, le secteur des services au Guatemala a connu une croissance soutenue. A juin 2024, les exportations s'élèvent à 2,3 Mds USD, selon la Banque centrale (Banguat). Pour la seule année 2023, le secteur a exporté pour un montant de

4,3 Mds USD, représentant ainsi la deuxième source de devises du pays. Selon Amador Carballido, directeur général de l'Association des exportateurs guatémaltèques (Agexport), cette progression reflèterait le potentiel du secteur en tant que moteur du développement économique du pays.

Honduras

L'indice mensuel de l'activité économique (IMAE) aurait augmenté de 4,2 % g.a. sur la période de janvier à août. Selon la Banque centrale du Honduras (BCH) ce résultat a été tiré par la demande intérieure, et plus particulièrement par la consommation des ménages. La BCH a également indiqué que la variation en glissement annuel (d'août 2023 à août 2024) de l'IMAE, était de 2,9 %.

Le Honduras serait en cours de négociation auprès de plusieurs bailleurs pour obtenir 500 M USD. Une délégation officielle hondurienne a participé aux réunions annuelles du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM) à Washington. La délégation du ministère des Finances, dirigée par le ministre, Christian Duarte, aurait justifié cette demande au titre de son allocation au programme d'investissement social et productif promu par le gouvernement de Xiomara Castro. Selon l'institution hondurienne, le FMI pourrait déboursier 200 M USD, la BM 150 M USD, la BID 25,6 M USD et d'autres organisations multilatérales 130 M USD. Le groupe hondurien a rencontré le directeur de l'hémisphère occidental du FMI, Rodrigo Valdés, le vice-président de la Banque mondiale pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Felipe Jaramillo, le président de la Banque interaméricaine de développement (BID), Ilan Goldfajn, et le sous-secrétaire du département du Trésor des États-Unis, Michael Kaplan.

La Banque centrale du Honduras (BCH) relève son taux d'intérêt directeur de 1,75 p.p., à 5,75 %. Cette augmentation est la deuxième de la BCH depuis le mois d'août dernier, lorsqu'elle avait approuvé une augmentation de 1 p.p. élevant le taux directeur à 4 %. La hausse de taux a été approuvée six jours après qu'une mission du FMI ait annoncé qu'elle était parvenue à un accord avec les autorités honduriennes sur les deux premières révisions du programme monétaire signé en 2023, notamment sur la nécessité d'augmentations supplémentaires du taux monétaire pour soutenir la demande d'actifs en lempiras et la poursuite de la mise en œuvre décisive du régime de taux de change à fourchette mobile.

Nicaragua

S&P Global a relevé la note de crédit souverain du Nicaragua de « B » à « B+ » avec une perspective stable. La déclaration de l'agence de notation souligne que le changement de catégorie répond à la résilience du secteur financier, avec des indicateurs élevés de capitalisation, de liquidité et de rentabilité.

Toujours selon S&P, la perspective stable est basée sur l'attente d'une croissance économique continue, associée à une consolidation fiscale.

Panama

Le projet de loi définissant le budget 2025 a été révisé pour la deuxième fois, s'établissant maintenant à 30,1 Mds USD, après être passé de 26,08 Mds USD à 26,83 Mds USD à la mi-octobre suite aux recommandations formulées par la Commission des budgets. Selon le ministre de l'Économie, cette révision sur le volet recettes serait permise par une estimation à la hausse de la croissance économique du pays, une diminution significative des charges financières et un renforcement du système de collecte des impôts. L'augmentation du volet dépenses par rapport aux deux propositions précédentes serait due à la prise en compte de la loi portant le budget alloué à l'éducation à 7 % du PIB, de la Caisse de sécurité sociale, des subventions pour le gaz et l'électricité, et des besoins du ministère de la Sécurité. Cette nouvelle version du projet de loi de finances entraîne une augmentation du déficit budgétaire, qui pourrait atteindre 3,8 % en 2025. Il se situerait donc en dessous du plafond défini par la nouvelle Loi de responsabilité sociale fiscale, qui relève le plafond du déficit de 2 % à 4 % pour 2025 et qui prévoit un plafond de 1,5 % pour 2030. Le ministre de l'Économie s'est tout de même montré très optimiste vis-à-vis du budget et de la situation économique panaméenne lors d'un forum organisé par le CoNEP (l'équivalent du MEDEF français).

Les dépenses liées aux lois spéciales pourraient absorber 70 % des recettes du budget 2025. Le budget actuellement en discussion à l'Assemblée nationale prévoit des recettes totales du secteur public non financier de 16,6 Mds USD, dont 11,6 Mds USD qui seraient affectés aux dépenses directement liées aux « lois spéciales ». De ce montant, 5,8 Mds USD pourraient être alloués au secteur de l'éducation, notamment au budget des universités du Panama, de Chiriqui, des universités technologiques, entre autres entités. Cette augmentation est due à la loi 362 de 2023 définissant une allocation de 7 % du PIB au secteur de l'éducation : cela représenterait 60 % des recettes de l'État selon le ministre de l'Économie. Le ministre mentionne à la fois l'enjeu réel que représente le secteur, mais aussi la nécessité de définir de véritables objectifs et paramètres afin de mesurer l'impact d'une telle allocation (plus pertinentes selon lui que l'octroi de budgets automatiques corrélés au PIB). Une autre des lois spéciales qui aurait un impact significatif sur le budget est celle relative aux augmentations de salaire automatiques pour certains fonctionnaires, tels que les policiers, les enseignants, le personnel de santé, entre autres. Le budget de 2025 prévoit des augmentations salariales automatiques de 300 M USD, qui pourraient atteindre 1,5 Mds USD en 2029.

Lors de sa visite en France, le Président Mulino a annoncé que l'aéroport de Tocumen, propriété de l'État, pourrait faire l'objet d'une concession.

L'aéroport de Tocumen accueille 33 compagnies, dont 16 spécialisées dans le transport de passagers et 17 dédiées au fret. Cette année, les revenus de l'aéroport pourraient dépasser les 400 M USD. Entre janvier et septembre 2024, 14,3 M de passagers auraient été accueillis. Le président insiste sur le besoin d'accroître les investissements pour améliorer l'efficacité de l'aéroport, tout en mettant en avant l'importance de la question de sa dette. L'entreprise publique qui gère l'aéroport de Tocumen (AITSA) compte également parmi ses actifs les aéroports de Colón, Río Hato et de la ville de David, à Chiriqui, qui seraient inclus dans un autre paquet de concessions. AITSA aurait une dette obligataire s'élevant à 1,7 Md USD. Il s'agirait de deux émissions avec des échéances pour les années 2041 et 2061, liées au processus d'expansion. Selon le président, une décision finale sur l'avenir de l'aéroport et des concessions pourrait être prise dans les 60 à 90 prochains jours.

Caraïbes

Barbade

Selon la Banque Centrale de la Barbade, le pays aurait enregistré une croissance économique stable, de 3,9 % au cours des neuf premiers mois de 2024, malgré les incertitudes économiques mondiales et les impacts négatifs de l'ouragan Beryl. Cette croissance aurait été soutenue par des secteurs clés comme le tourisme, les services aux entreprises et la construction. L'inflation a diminué, le chômage a baissé et les réserves internationales auraient atteint un niveau record, représentant 31,2 semaines d'importations. Des investissements stratégiques et une discipline budgétaire auraient favorisé cette stabilité économique. L'augmentation des recettes fiscales, notamment via les impôts sur les sociétés et la propriété, aurait permis au gouvernement de renforcer les transferts publics et d'investir dans des secteurs critiques comme l'éducation et la numérisation. La banque centrale mentionne la politique budgétaire du gouvernement qui aurait généré un excédent primaire de 4 % entre avril et septembre 2024, un excédent budgétaire de 1,4 % du PIB sur la même période et réduit le ratio de la dette à 105,6 % du PIB. A noter que le FMI (World Economic Outlook d'octobre 2024) prévoit un déficit budgétaire en année pleine 2024 à -1,54 % et un retour à l'excédent budgétaire en année pleine qu'en 2026.

Cuba

De fortes pluies, liées au passage de l'ouragan Oscar, ont frappé samedi 19 octobre la province de Guantanamo, dans la région orientale de Cuba, faisant 7 morts et des milliers d'habitants privés d'électricité. Des précipitations accumulées supérieures à 1 000 millimètres ont été enregistrées. Les premières évaluations indiquent des coûts de reconstruction importants (plus de 5 000 logements endommagés) et des pertes matérielles substantielles à cause des inondations. Le ministère de l'Agriculture a également indiqué que des cultures, notamment café, cacao, banane et haricots ont été touchées. Les infrastructures telles que les routes, les réseaux de téléphonie et d'électricité, ont été également endommagées, entraînant l'isolement des communautés. Face à cette situation, la société civile a lancé une campagne de mobilisation afin de collecter et distribuer des produits de première nécessité auprès de milliers de sinistrés. Les structures d'Etat sont également intervenues pour rétablir les services de communication et d'assistance vitale, malgré les difficultés considérables d'accès aux zones touchées, dont la plupart sont dispersées et isolées. Des institutions internationales comme l'UNICEF et le PAM ont annoncé l'envoi d'une aide humanitaire d'urgence pour répondre aux besoins immédiats. Une première livraison de 1 500 kg de médicaments est arrivée à Cuba vendredi 25 octobre.

République Dominicaine

Le FMI a annoncé que le PIB de la République Dominicaine devrait se maintenir à 5,1 % en 2024. Bien que les prévisions économiques du FMI pour ce pays aient été légèrement revues à la baisse pour 2025, avec une estimation de 5 %, la République Dominicaine continue de démontrer une performance économique robuste par rapport à d'autres pays de la région. Néanmoins, le FMI insiste sur l'importance de mettre en place des réformes structurelles afin de garantir une croissance inclusive et durable à long terme. Actuellement, une part significative des recettes publiques est allouée au remboursement des intérêts de la dette, ce qui restreint la capacité du gouvernement à investir dans des secteurs essentiels tels que l'éducation, la santé et les infrastructures.

Trinité-et-Tobago

Selon le ministre de la Culture et des Arts, le tourisme aurait contribué à hauteur de 2,4 Mds USD au PIB de Trinité et Tobago au cours de l'exercice 2023/2024, soit 7,5 % du PIB selon le Conseil mondial du tourisme et des voyages. En 2023/24, il y aurait eu une augmentation de 91 % des arrivées de passagers de croisière. En outre, la dernière saison de croisières aurait généré 12 M USD. Selon le ministre, ces chiffres seraient dus à une augmentation des vols de certaines compagnies aérienne vers Trinité et Tobago, telle que Copa Airlines. Le ministère chercherait à améliorer le cadre de l'expérience de voyage en travaillant avec les grands hôtels présents dans le pays.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

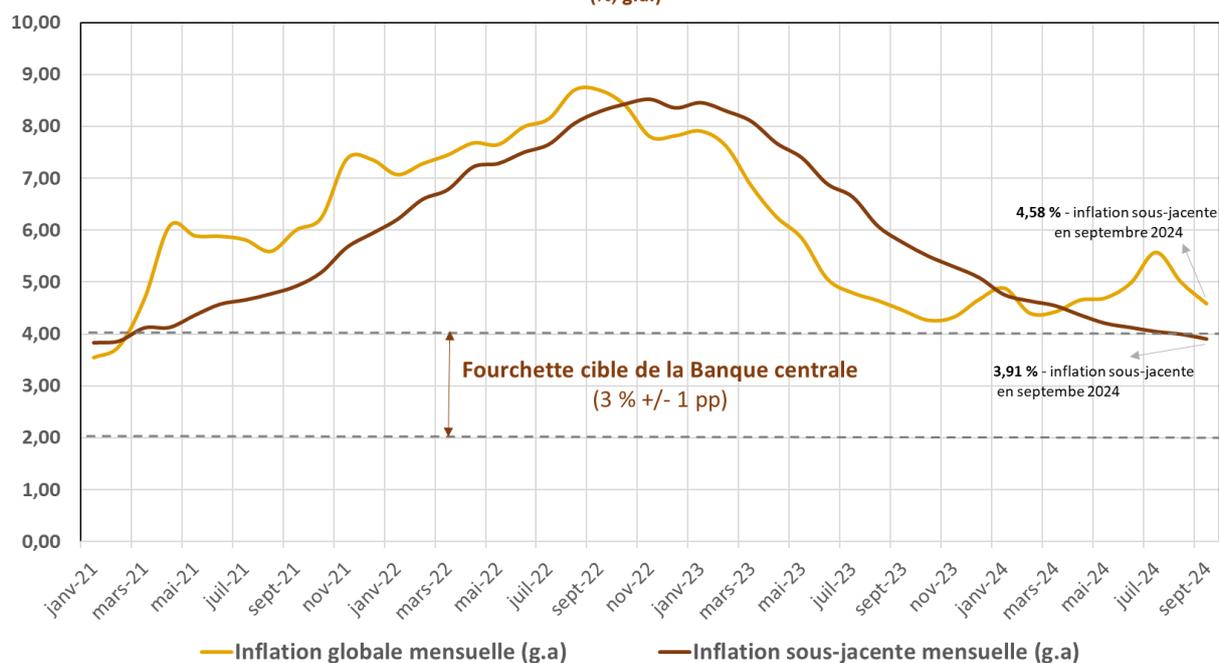
Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2023)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Prévision FMI 2024	Dette publique (% PIB, 2024, prév FMI)	Inflation (2024, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 788,8	-8,40%	6%	3,7%	3,2 %	1,5%	57,7%	4,7%	10,50%
Belize	0,4	3,1	-13,7 %	17,9 %	9,8%	4,7 %	5,4%	62,7%	3,3%	2,25 %
Costa Rica	5,3	86,5	-4,3 %	7,9 %	4,6 %	5,1 %	4 %	61,2%	-0,3%	4,00%
Guatemala	17,9	104,4	-1,8 %	8 %	4,2%	3,5 %	3,5 %	27,8%	3,6%	4,75%
Honduras	10,7	34,3	-9 %	12,6%	4,1%	3,6%	3,6%	43,9%	4,6%	5,75%
Nicaragua	6,7	17,4	-1,8 %	10,3 %	3,8 %	4,6%	4,0%	39,3%	5 %	6,75%
El Salvador	6,4	34	-7,9 %	11,9 %	2,8 %	3,5 %	3,0%	84,8%	1,0%	--
Haïti	12,4	19,6	-3,3 %	-1,8%	-1,7 %	-1,9 %	-4,0%	14,0%	26,0%	10,00%
Jamaïque	2,8	19,3	-9,9 %	4,6 %	5,2 %	2,6%	1,3%	67,9%	5,8%	6,50%
Panama	4,5	83,4	-17,7 %	15,8 %	10,8 %	7,3 %	2,5 %	54,6%	1,3%	--
République Dominicaine	10,8	121,8	-6,7 %	12,3 %	4,9 %	2,4 %	5,1%	59,2%	3,4%	6,50%
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2024

– Annexe Graphique Mexique –

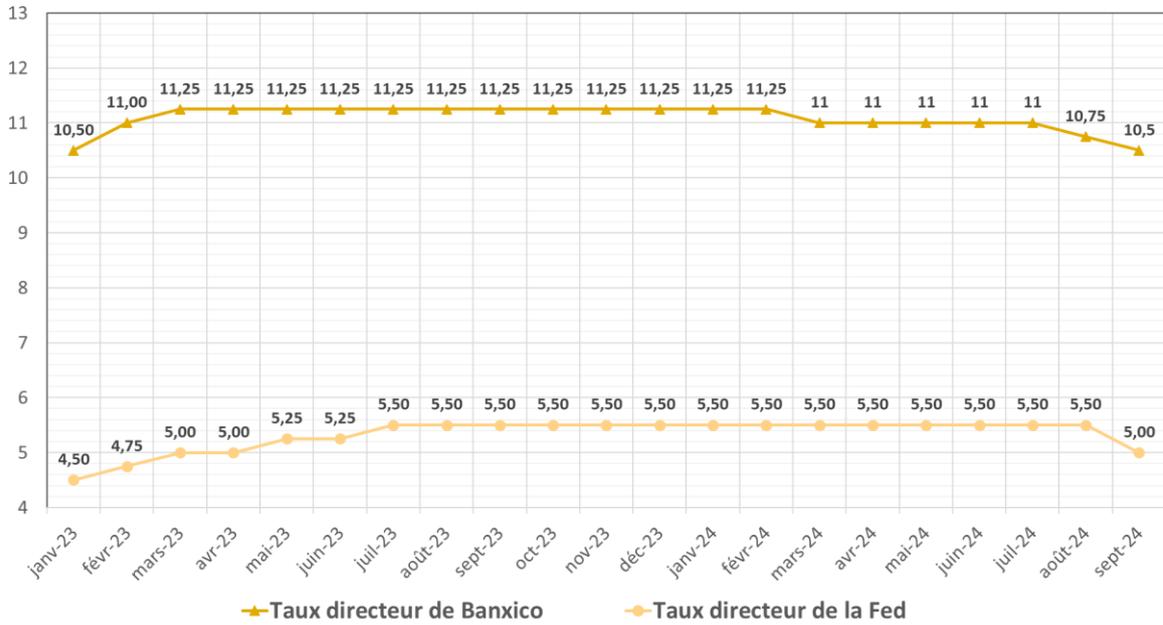
INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE

(%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

**DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR
ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)**



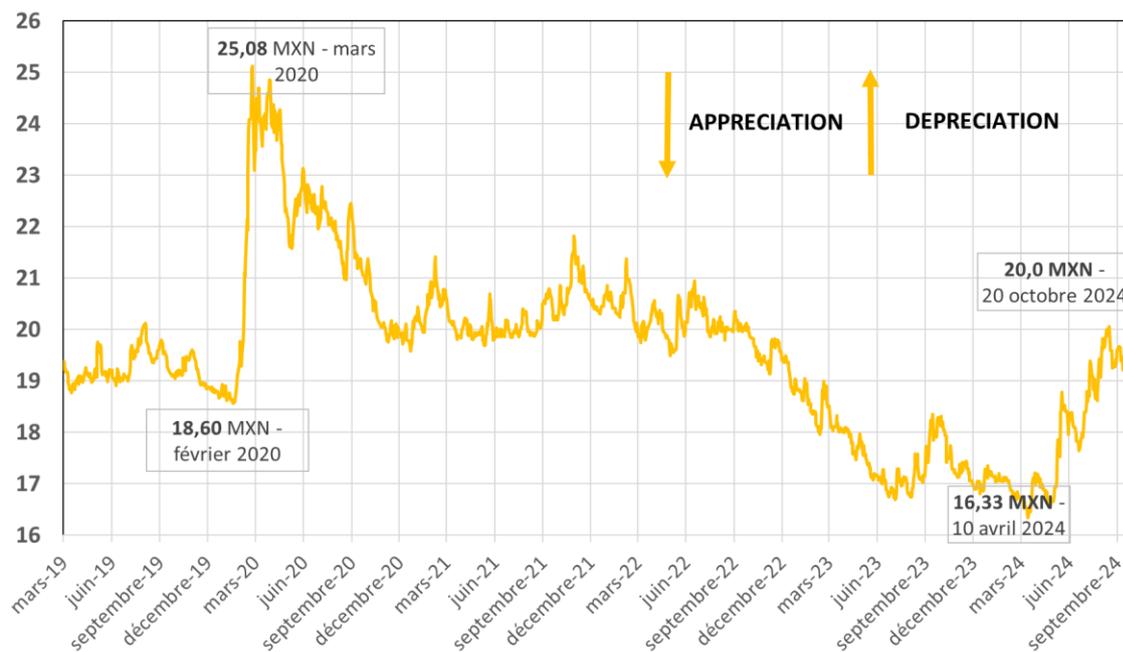
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11	5,50	550
avr-24	11	5,50	550
mai-24	11	5,50	550
juin-24	11	5,50	550
juil-24	11	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,5	5,00	550

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

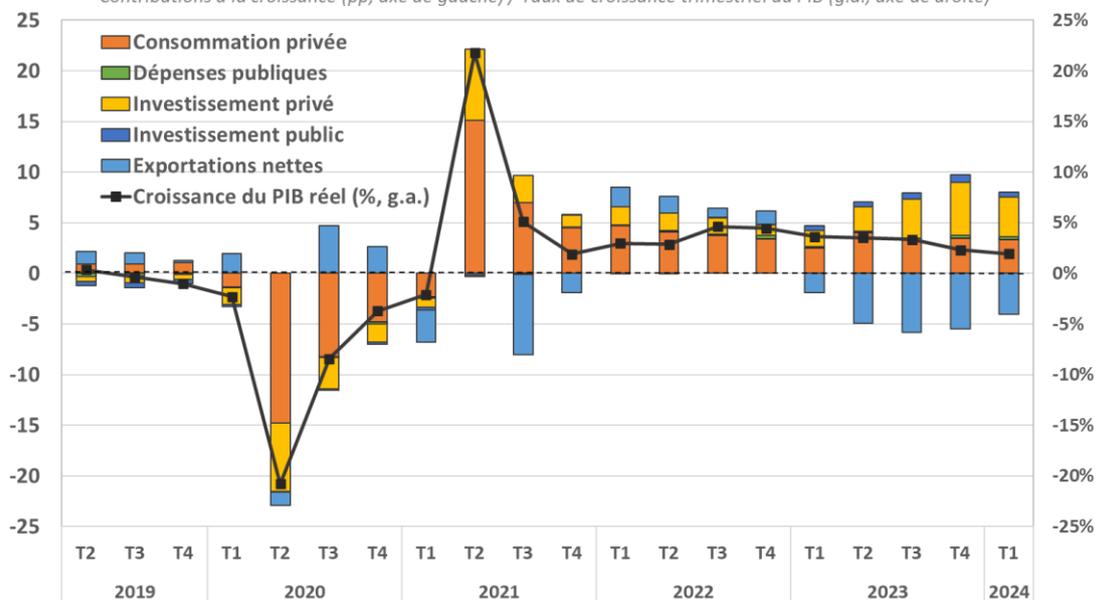
(MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

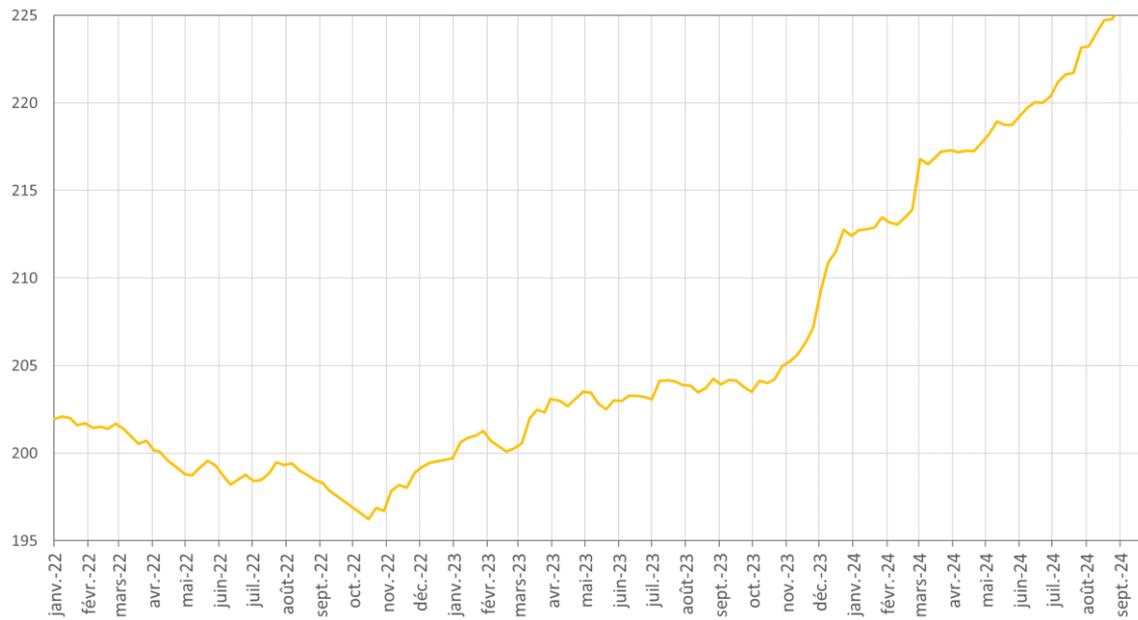
PIB REEL ET SES COMPOSANTS

Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr